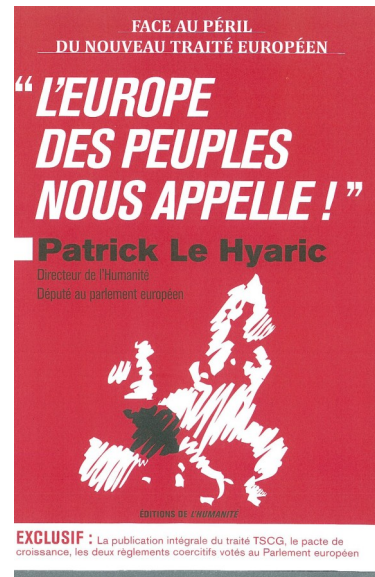


A LIRE ABSOLUMENT !



CES LIVRES SONT DISPONIBLES A LA MAISON DES LIBERTES SIEGE DE LA FEDERATION PCF DE L'EURE
- 63 RUE SAINT THOMAS A EVREUX -
SI FRAIS D'ENVOI : PRIX DU LIVRE + 3,20 €

la fête de l'Humanité
LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS
EN NORMANDIE

Agglo-Expo de ROUEN
Bus ligne 7, arrêt Zénith Parc Expo

En concert
Samedi 24
Marcel et son Orchestre
Shaka Ponk
Dimanche 25
ZEP
Idir

24 et 25 NOVEMBRE 2012

14€ VIGNETTE SOUSCRIPTION AUPRES DES MILITANTS DU JOURNAL.
19€ BILLETTERIE FNAC, VIRGIN MEGASTORE, TICKET NET, CARREFOUR, E.LECLERC, AUCHAN, CULTURA.
20€ BILLETTERIE SUR PLACE. GRATUIT POUR LES MOINS DE 12 ANS
RENSEIGNEMENTS : 02.35.07.89.80

L'Humanité
L'HUMANITÉ
DIMANCHE

Pour la 9^e année consécutive, *l'Humanité* et les fédérations communistes normandes organisent la **Fête de l'Humanité en Normandie**, elle se déroulera les **24 et 25 novembre 2012** au parc des expositions de Rouen.

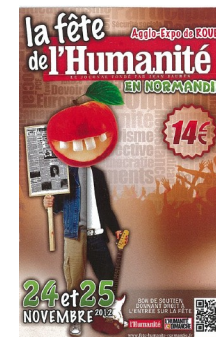
Cette fête 2012 va vivre dans un contexte politique particulier par rapport aux précédentes : Sarkozy a été battu, le PS est au pouvoir et le PCF avec le front de gauche a contribué à cette victoire, mais beaucoup de mesures suscitent inquiétudes voire mécontentements, en particulier dans le monde du travail avec une austérité imposée qui pointe à l'horizon à travers notamment l'adoption par le parlement français du traité européen...

Bref autant de questions qui méritent débats, mais aussi nécessité de se rassembler pour gagner, imposer le vrai changement à gauche...

Cette fête est ainsi à la disposition de toutes celles et de tous ceux qui, avec les communistes, portent cette ambition. Les communistes ces prochains jours vont donc aller à leur rencontre pour leur proposer la vignette-bon de soutien (14 €) qui donne droit à l'entrée sur la fête pendant les 2 jours (vous pouvez vous la procurer ou la commander à la fédération de l'Eure via eurepcf27@orange.fr).

Cette fête sera aussi un lieu de rencontre avec les salarié-e-s qui depuis des mois, voire des années, se battent pour leur emploi de PETROPLUS à M-REAL, MERCK, RENAULT, CINRAM... Une occasion supplémentaire en quelque sorte de soutenir leurs luttes qui sont aussi les nôtres.

En prime, le programme festif est d'une qualité et d'une diversité remarquables (voir ci-contre). **Alors dès maintenant réservez votre dernier week-end de novembre pour un grand moment de spectacles, de rencontres, de débats, d'expositions... d'une grande diversité au parc des expos de Rouen.**



**FETE DE
L'HUMANITE
NORMANDIE**

A ROUEN

**SAMEDI 24 ET
DIMANCHE 25
NOVEMBRE**

VOIR PAGE 4

REGARDS SUR L'EURE

N° 1446 du 11.10 au 25.10.12 - 0 € 30

Bi-mensuel communiste édité par la Fédération de l'Eure du P.C.F.

DETERMINEZ, MOBILISEZ POUR RASSEMBLER CONTRE L'AUSTERITE

Oui, à un moment où le Pdt de la République, son gouvernement, les partis qui le soutiennent - qui se réclament pourtant de la gauche - cèdent le pas jour après jour aux exigences du grand patronat et aux magnats de la finance, les communistes, leurs partenaires du Front de Gauche, sont plus que jamais déterminés, mobilisés pour rassembler et rassembler encore contre l'austérité que l'on veut nous imposer.

Vous conviendrez que ce n'est pas sans manquer d'échos dans le pays. Pour preuve, le succès populaire de la Fête de l'Humanité mi-septembre, suivi d'une imposante manifestation dimanche 30 septembre à Paris contre l'austérité et l'exigence d'un référendum sur le traité européen qui veut nous la passer en camisole.

Ces événements marquants de la rentrée politique - même s'ils ont été escamotés par la plupart des médias - révèlent la volonté des citoyens de faire entendre leurs voix sur les questions qui les concernent. Faire la sourde oreille ou tenter de leur couper le sifflet est une bien mauvaise politique qui peut même être lourde de dangers pour la démocratie...

Ainsi, ce n'est pas en faisant adopter au forceps le traité européen à l'Assemblée Nationale et en envoyant le même jour les CRS, avec quantité de gaz lacrymogène à l'appui, contre les salariés de l'automobile venus demander des comptes à leurs patrons au salon du même nom, que le gouvernement règlera les problèmes.

Bien au contraire, comme il est dit par ailleurs dans ces pages par André Chassaigne et Jean-Luc Lecomte, il faut tourner le dos à ces politiques austéritaires qui plongent les pays européens dans la misère, mais bien au contraire en prendre le contrepied et construire, enfin ! une vraie Europe sociale.

Certes, il faudra encore beaucoup d'autres mobilisations unitaires pour faire entendre plus fort la voix des travailleurs du privé comme du public, des retraités qui souffrent, des



privés d'emplois... qui étaient aussi dans la rue par dizaines de milliers mardi et jeudi derniers.

Il faudra bien pourtant que le gouvernement socialiste les entende, et il ne lui suffira pas de protester contre les plans de licenciements, les fermetures de sites... et ne rien faire. Il lui faudra prendre des décisions, conformes aux intérêts des salariés, et les assumer jusqu'au bout comme chez PETROPLUS ou M

-REAL dans notre région.

Alors oui, pour l'aider à prendre les bonnes décisions, osons, nous aussi, faire de la politique, la vraie, celle qui s'attache à répondre aux problèmes rencontrés par les citoyens face à une petite caste capitaliste qui pourrait tout, veut faire argent de tout.

Exigeons par exemple, pour rester sur la question de l'emploi qui est la préoccupation n° 1 des Français :

- la mise en place immédiate de la proposition de loi des parlementaires PCF-FDG contre les licenciements boursiers,
- l'octroi de nouveaux pouvoirs, de nouveaux droits aux salariés dans la conduite des entreprises,
- une vraie maîtrise publique et sociale des secteurs industriels par la création d'une banque publique tournée vers les investissements productifs, respectueux de l'environnement et créateurs d'emplois qualifiés, bien rémunérés...

Oui, déterminés, mobilisés, rassemblés, voilà des exigences - et bien d'autres encore - que nous pouvons faire avancer et imposer dans le cadre d'une vaste mobilisation sociale et politique, un large front populaire à construire ensemble, sans attendre, pour qu'il devienne majoritaire.

Nous vous donnons rendez-vous les 24 et 25 novembre au Parc des Expos de Rouen pour en débattre.

Christian Jutel

ASSEMBLEE GENERALE DES COMMUNISTES DE L'EURE
LE VENDREDI 26 OCTOBRE 2012 à 18 H 30 SALLE GERARD PHILIPPE
(derrière la Mairie) à GRAVIGNY
INVITATION AUX ADHERENT-E-S EN PAGE 2

Les communistes préparent leur 36^{ème} Congrès National
à AUBERVILLIERS du 7 au 10 février 2013



**Invitation à l'adresse des adhérent-e-s
pour l'assemblée générale des communistes de l'Eure**

Cher(e) Camarade,

Les élections de mai et juin derniers avec la défaite de la droite, l'élection de François Hollande à la présidence de la République et celle d'une majorité de gauche à l'assemblée nationale ont ouvert une nouvelle situation politique. Pour autant le changement reste à construire.

C'est d'autant plus nécessaire que la crise cause de plus en plus de dégâts sociaux et économiques. La droite et le MEDEF prétextent cette crise pour engager une nouvelle offensive dans la casse de notre modèle social.

Dans le même temps, tout montre, en France comme en Europe, que la fuite en avant vers toujours plus de rigueur et d'austérité, vers toujours moins de droits sociaux et démocratiques ne permet pas de sortir de la crise mais, au contraire, l'aggrave.

Dans ce contexte, nous avons une grande responsabilité : mener la bataille politique et idéologique contre l'austérité, apporter des réponses aux urgences sociales pour donner espoir à nos concitoyens et contribuer, ainsi, à leur mobilisation en faveur des changements qu'ils attendent.

Après le succès de la fête de l'Humanité, après celui de la manifestation du 30 septembre ou encore la journée d'action syndicale du 9 octobre, la Fête de

l'Humanité en Normandie sera l'occasion de mobiliser et de rassembler en faveur des changements nécessaires.

Cette situation nous renforce dans cet objectif de proposer à notre peuple un véritable projet de société et les moyens de son aboutissement. C'est cela que nous aurons à mettre en débat dans le cadre de la préparation du 36^{ème} Congrès de notre parti qui aura lieu en février prochain.

C'est pourquoi, nous t'invitons à participer, autour de ces thèmes, à :

L'ASSEMBLEE DES COMMUNISTES
DE L'EURE
VENDREDI 26 OCTOBRE 2012 A 18 H 30
SALLE GERARD PHILIPPE A GRAVIGNY
(derrière la mairie)

Comptant sur ta participation,
Bien fraternellement,
pour le conseil départemental,
Christian Jutel, secrétaire

Calendrier Général de préparation du 36ème Congrès

- Conseil départemental de l'Eure : jeudi 11 octobre
- 13 et 14 octobre : CN élaborant la base commune de discussions; délai de 5 semaines obligatoires pour la porter à la connaissance des adhérents et produire éventuellement des textes alternatifs.
- A partir du lundi 15 octobre : envoi du 4 pages mode d'emploi du congrès.
- Samedi 17 novembre : date limite de dépôt des éventuels textes alternatifs.
- Mercredi 21 novembre : Conseil National adoptant le projet de modification des statuts.
- A partir du 21 novembre : envoi aux adhérents du 72 pages concernant tous les textes du congrès permettant le débat et le vote des communistes.
- Vendredi 14 décembre et samedi 15 (jusqu'à 12h) : vote des adhérents sur la base commune.
- Janvier : congrès des sections.
- Week-end du 26 janvier et 03 février : congrès départementaux (Eure : 26 janvier).
- Du 7 au 10 février : Congrès National



Traité européen, extraits de l'explication de vote d'André CHASSAIGNE, député du Puy-de-Dôme, Pdt du groupe GDR, mardi 9 octobre 2012 :

« ...Tout au long du débat sur ce Traité de l'austérité, vous avez balayé, d'un revers de la main ou par des raisonnements fallacieux, nos arguments justifiant le rejet de ce texte.

Mais nous restons convaincus – et vous n'avez pas réussi à nous démontrer le contraire – que l'adoption de ce Traité ne résoudra pas la crise économique, financière et sociale en Europe. Elle ne fera que l'exacerber et à quel prix pour notre souveraineté !

Concernant notre demande de référendum, les arguments que vous nous avez opposés Monsieur le Ministre des Affaires européennes relèvent de la mauvaise foi...

Si nous le demandons, c'est parce que ce Traité est fondamental : notre pays ne pourra plus décider seul de ses choix économiques et devra se soumettre aux consignes des fonctionnaires de Bruxelles. Ne croyez-vous pas que, dans pareil cas, le peuple a son mot à dire ? Qu'il a le droit de décider s'il souhaite ou non que ses institutions démocratiques soient démantelées pour confier leurs compétences politiques à des institutions techniques qui échappent à tout contrôle démocratique ?

...Si vous ne le faites pas, ce n'est pas pour des raisons juridiques ou constitutionnelles, mais parce que vous craignez un vrai débat démocratique et le verdict du peuple.

Pour une Europe sociale au quotidien

Ils étaient souriants les animateurs du collectif vernonnais de voir la trentaine de manifestants du cru venus ce 30 septembre, en car ou en covoiturage, rejoindre les nombreux manifestants eurois et les 80 000 femmes et hommes rassemblés entre la place de la Nation et la place d'Italie pour dire non à l'austérité, non au traité européen.

La manif était colorée et combative et, si le premier ministre, ignorant la volonté populaire, annonçait le soir même un passage en force au Parlement, la poursuite de l'action contre l'austérité et ses méfaits était clairement au cœur des discussions.

Et pour cause, même si la plupart des députés socialistes (à l'exception d'une vingtaine soutenant pour l'essentiel la motion 3 du PS) ont voté, aux côtés de la droite, en faveur du traité, le rejet des politiques d'austérité se développe partout en Europe, dans notre pays comme en Grèce, en Espagne ou au Portugal.

Le collectif vernonnais qui rassemble des élus, des militants politiques, des syndicalistes et des citoyens engagés dans la vie de la cité a d'ores et déjà décidé de poursuivre son travail d'explication et de mobilisation. Il se propose d'organiser début décembre une réunion-débat d'envergure sur les conséquences du traité au quotidien et sur le contenu d'un traité renégocié. La réduction à tous crins des déficits publics, alors que la crise que nous vivons n'est pas une crise financière et encore moins une crise des finances publiques, c'est en effet moins de services publics, moins d'école, moins de santé, moins de places en crèches, moins de transports collectifs et de façon générale

Vous n'avez certainement pas tort car ce débat mettrait en évidence que le pseudo pacte de croissance n'est qu'un rideau de fumée. Il a été mis en avant par le Président de la République et son Gouvernement pour faire passer la pilule du Traité de l'austérité signé par Nicolas Sarkozy. Son niveau est tellement faible face à l'ampleur des pactes d'austérité ... Tellement ridicule face aux efforts qui ont été consentis pour sauver les banques... Pire encore, il ne fait que reprendre des projets déjà engagés, soumis à des contraintes aussi austéritaires qu'ultra-libérales : casse du code du travail, ouverture à la concurrence des secteurs du transport et de l'énergie, mise à mal de notre système de retraite...

...Mes chers collègues, il faut refuser cette persévérance à poursuivre dans l'erreur. Refuser de croire que seules des politiques d'austérité peuvent réduire les déficits et relancer la croissance. L'austérité n'entraîne que la récession et ne peut que plonger les économies européennes dans le cercle vicieux de la crise aux dépens des peuples. Et quelle terrible erreur de penser que l'austérité nous met à l'abri des attaques des marchés financiers ! Elle va au contraire renforcer leur tutelle au prix de l'abandon de toutes les grandes avancées sociales du siècle précédent et du dessaisissement démocratique des citoyens et des peuples.

moins de services rendus à la population. D'autant que l'État compte bien atteindre ses objectifs de réduction budgétaire en transférant les charges sans les moyens aux collectivités territoriales. Les conséquences sur l'emploi pourraient alors être catastrophiques quand on sait que ce sont précisément ces collectivités qui réalisent 73 % des investissements publics.

Oui, un gouvernement de gauche se doit de renégocier le traité comme s'y était engagé le candidat François Hollande. Ce nouveau traité pourrait décider de prêts bonifiés accordés directement aux États par la banque centrale européenne (BCE) qui devrait également racheter certains emprunts d'État pour réaliser des investissements créateurs d'emplois.

Il devrait également favoriser l'augmentation du pouvoir d'achat des citoyens, du niveau des dépenses sociales et des investissements publics.

Il devrait, et c'est peut être le plus important, associer les parlements nationaux et les peuples aux décisions. Contrairement à ce qui vient de se passer en France, chaque nouvelle étape de la construction européenne devrait donc être soumise à consultation populaire. Autant de pistes à explorer, en lien direct avec la vie de tous les jours, dans des assemblées citoyennes qui restent indispensables à la construction d'une véritable politique de gauche dans notre pays.

Jean-Luc LECOMTE,
Maire Adjoint communiste de Vernon,
Conseiller régional de Haute-Normandie